

Allocution du Directeur général

Table ronde sur l'eau et l'agriculture en Afrique, au Proche-Orient et dans les petits Etats insulaires en développement (PEID)

FAO, Rome
22 novembre 2005

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

L'état de la faim dans le monde

La sécurité alimentaire du monde est encore aujourd'hui dépendante des aléas climatiques. Quatre-vingt pour cent des crises alimentaires dans le monde sont liées à l'eau et en particulier à la sécheresse.

L'eau et l'agriculture

En effet, il n'y a pas d'agriculture sûre et productive sans maîtrise de l'eau. L'agriculture irriguée occupe actuellement 20 pour cent des terres arables, mais elle contribue à 40 pour cent de la production alimentaire totale. En outre, d'ici à 2030, l'agriculture devra nourrir près de deux milliards de personnes supplémentaires. L'augmentation de la productivité agricole revêtira donc une importance croissante dans les années à venir et elle va reposer essentiellement sur les investissements dans la maîtrise de l'eau.

Plusieurs types d'interventions devront être menées en fonction des spécificités nationales et régionales. Dans le court terme, les petits ouvrages de collecte d'eau, d'irrigation et de drainage, réalisés au niveau des communautés rurales avec la main-d'œuvre locale, revêtent un caractère prioritaire. Leurs coûts sont faibles, leurs technologies sont simples et leur entretien facile. En outre, la participation des bénéficiaires à leur conception et leur réalisation permet une appropriation qui facilite une gestion participative durable.

Dans le moyen terme, l'accent doit être mis sur la réhabilitation des grands aménagements hydro-agricoles existants qui ont nécessité des investissements importants, mais qui souvent fonctionnent bien au-dessous de leur capacité, pour des raisons techniques et économiques, mais aussi institutionnelles et sociales.

Dans le long terme, l'action doit être centrée sur l'aménagement des grands bassins fluviaux avec, dans certains cas, des transferts inter-bassins. La mise en place ou le renforcement des mécanismes techniques, financiers, politiques et de coordination entre les pays riverains est la condition indispensable au succès des grands travaux qui seront nécessaires. De tels programmes dépassent le cadre agricole et portent sur l'énergie et les transports notamment. Ils exigent des investissements très lourds à réaliser sur plusieurs décennies.

Perspectives régionales

Les investissements nécessaires dans la maîtrise de l'eau en agriculture varient considérablement en fonction des contextes régionaux. **L'Afrique** est le seul continent où l'on enregistre une diminution de la production agricole par habitant. Seuls 7 pour cent des terres arables sont

irrigués en Afrique (ces chiffres sont de 4 pour cent si on se réfère au sud du Sahara) contre 38 pour cent en Asie. Pourtant, l'Afrique n'utilise que 4 pour cent de ses ressources en eau renouvelables (1,2 pour cent en Afrique au sud du Sahara) contre 14 pour cent en Asie. Le rapport de la Commission pour l'Afrique, « Notre intérêt commun », a estimé à 2 milliards de dollars les investissements annuels nécessaires au développement de la maîtrise de l'eau en agriculture sur le continent africain.

Le Proche-Orient est la région la plus aride du monde, où l'on enregistre les taux de pénurie et de manque d'eau les plus élevés: dans seize pays de la région, la dotation en eau par habitant est inférieure à 500 m³ par personne et par an, comparé à une moyenne mondiale de plus de 7000 m³ par personne et par an. Dans cette région, où l'irrigation a de tous temps été le moteur indispensable de l'agriculture, les ressources en eau sont souvent exploitées au-delà de leurs taux de renouvellement. En outre, la demande croissante en eau des villes et des industries, fruits d'une croissance démographique élevée, se traduit par une réduction progressive des volumes disponibles pour l'agriculture.

L'augmentation de la productivité agricole passe par une amélioration des technologies d'irrigation et une diversification de la production favorisant les cultures à haute valeur ajoutée. La réutilisation des eaux usées traitées et enfin une meilleure maîtrise du drainage et du contrôle de la salinité des sols constituent des compléments nécessaires à une bonne gestion de l'eau dans cette partie du monde.

Les petits Etats insulaires en développement sont également confrontés à des défis importants dans le domaine des ressources en eau. La plupart des petites îles disposent de ressources en eau limitées, avec des rivières intermittentes et des ressources souterraines vulnérables. Les aquifères sont souvent surexploités, avec comme conséquence l'intrusion d'eau saline de mer. Dans ces pays, des investissements sont nécessaires pour la réhabilitation et la modernisation de la petite irrigation, ainsi que des programmes d'adoption des technologies localisées d'irrigation permettant une augmentation de la productivité des ressources en terres et en eau. La formation des agriculteurs est ici aussi fondamentale.

Les initiatives de la FAO

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Depuis dix ans, le Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA) est l'initiative mise sur pied par la FAO pour développer des actions au niveau local visant à renforcer l'agriculture et améliorer les conditions de vie des populations rurales. La maîtrise de l'eau est l'une des composantes essentielles du PSSA : à travers des projets pilotes, le programme teste des techniques adaptées de contrôle de l'eau en agriculture en vue de leur adoption à grande échelle. Depuis 1995, 800 millions de dollars E.U. fournis par des donateurs et des gouvernements nationaux ont été investis dans les programmes conçus par la FAO dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire.

Le futur

Cependant, malgré les efforts consentis dans ce domaine, les progrès sont encore trop lents. En Afrique, au Proche-Orient et dans les petits Etats insulaires en développement, une augmentation considérable des investissements en infrastructures, en technologies et en développement des

capacités des agriculteurs est nécessaire si l'on veut atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. Une combinaison de financements publics et privés, impliquant les gouvernements et leurs partenaires pour le développement, sera nécessaire pour atteindre l'ensemble de ces objectifs.

Au cours des dernières décennies, le développement de l'eau rurale pour la consommation humaine et celle des animaux mais aussi pour les cultures a été trop négligé. Pourtant l'irrigation représente 70 pour cent de la consommation mondiale d'eau. Il est temps de reconsidérer le rôle crucial que joue l'eau dans les programmes de développement agricole en milieu rural.

Mon souhait est que cette Table ronde permette un échange fructueux d'opinions et d'expériences entre les pays partageant des problèmes similaires en vue de refléter l'importance de la maîtrise de l'eau en agriculture dans les programmes nationaux et régionaux de développement économique et social.

Je vous remercie de votre aimable attention.